

Lettre à Samir Amin

- 1 -

J'ai parlé ici ou là dans mon ouvrage d'exportations du Tiers Monde provenant de branches possédant un très haut niveau technologique, usines textiles ultra-modernes en Egypte et en Inde, mines du Katanga etc., et subissant comme les autres, et en dépit de leur productivité élevée, l'inégalité de l'échange. J'ai parlé aussi de certaines branches stagnantes des pays développés (whisky d'Ecosse, certains tissus semi-artisanaux etc.) qui profitent de la même inégalité, malgré le bas niveau de productivité; mais il est exact que je n'ai pas insisté sur ce point et pour cause :

- 1) On ne peut tout de même pas dire que toutes ou même la majorité des exportations du Tiers Monde proviennent de ces branches avancées technologiquement. Or, l'Echange Inégal n'est nullement subordonné à l'importance relative de ces branches.
- 2) A l'intérieur des pays développés, il y a une disparité très grande de développement interrégional. Les échanges entre régions n'en sont pas moins essentiellement équivalents, comme vous le constatez vous-même (p.21 du Ier chap.)
- 3) Comme dans le cadre de la nation, de même dans le cadre du monde, le potentiel d'application du progrès technologique est nécessairement limité (par le fonds d'accumulation existant) et, pour une raison ou pour une autre, ce fonds est inégalement réparti sur le plan géographique. Ce n'est pas une raison, ni sur le plan national ni sur le plan international, pour que la rémunération du facteur - travail soit inégale à qualification et intensité égales. Si nous imaginons un système socialiste réellement universel sans aucune exploitation de l'homme par l'homme, il n'est pas certain que ce système dispersera les équipements dont il disposera aux cinq continents. Il est théoriquement possible que l'optimum de ce monde unifié commande au contraire la concentration de ces moyens limités dans quelques régions particulièrement propices. Ce ne sera pas une raison pour différencier les niveaux de vie des hommes selon la localisation des machines. Déjà dans le

système capitaliste, personne ne conçoit pareille différenciation, par exemple, entre le sud-ouest de la France et la région parisienne sur-industrialisée.

- 4) Quelquefois, en parlant de productivité, on entend en fait la rentabilité. Alors, faire dépendre de la rentabilité les prix et les salaires, c'est raisonner en cercle, puisque la rentabilité elle-même, est fonction des prix et des coûts. Si, par contre, on parle vraiment de productivité physique, on doit remarquer, d'une part, que les prix, loin d'être une fonction croissante de la productivité, sont, au contraire, selon la loi de la valeur, une fonction décroissante de la productivité; d'autre part, qu'entre différentes branches la productivité physique est incommensurable. Pour la rendre comparable, quelques économistes (voir Palloix) utilisent les compositions organiques des capitaux comme indices de productivité. Certains passages de Marx corroborent cette vision. Mais si l'écart des compositions organiques devait déterminer l'échelle des salaires dans les différentes branches, alors le coiffeur ou le chauffeur de taxi français devait toucher un salaire quelque cent ou deux cent fois moindre que celui d'un ouvrier métallurgiste français. Cela est absurde. Toutes les branches n'ont pas la même capacité d'absorption de progrès technique et de mécanisation, mais l'humanité, tout comme la nation, a besoin de toutes ces branches et quelqu'un doit y travailler.
- 5) Si je ne me suis pas étendu sur le chapitre de la productivité, c'est non seulement parce que je considérais cette question comme non-pertinente pour mon sujet, mais aussi parce que je ne soupçonnais pas que l'influence inconsciente du marginalisme était si grande, et qu'un aussi grand nombre d'économistes se réclamant de Marx raisonnait sur la base de la productivité comme élément déterminant de la valeur de la force de travail et des salaires. Or, c'est bien là la différence essentielle entre la théorie néo-classique de la valeur et la théorie objective de la valeur-travail. Par delà, les

variantes d'école, chez les néo-classiques, c'est la valeur d'usage qui détermine le prix de toute chose, y compris celui de la force de travail. Comme la valeur d'usage de cette dernière n'est autre chose que sa productivité (marginale), il était naturel et cohérent que cette école fasse dépendre le salaire de la productivité du travail, c'est-à-dire, finalement de son utilité, des résultats de la consommation de la force de travail. Marx s'est élevé vigoureusement et à plusieurs reprises contre cette conception qui s'en tient à l'apparence des choses et qui traite la valeur de la force de travail comme le prix de sa fonction. La valeur des marchandises selon Marx, et même selon Ricardo, dépend, non pas des conditions de leur consommation, mais des conditions de leur production. La marchandise "force de travail" ne fait pas exception à la règle; Les conditions de sa production se trouvent dans l'organisme humain d'une part, dans les branches qui produisent les biens de subsistance, d'autre part. Ce qui se passe dans les branches dans lesquelles la force de travail est utilisée par son acheteur (employeur), n'intéresse pas sa valeur. Cela concerne sa valeur d'usage, C'est à cela que sert d'ailleurs le concept de force de travail. Ce que l'employeur achète, ce n'est pas le travail, mais la force de travail. C'est le travail qui est plus ou moins productif, selon les conditions de son utilisation et les équipements auxquels on attache l'ouvrier. La force de travail n'a pas de productivité. C'est une énergie vitale neutre et sa valeur est déjà constituée avant même qu'on sache où son acheteur va l'utiliser, à la manipulation d'une presse d'un million de dollars ou à celle d'une charrette à bras.

- 6) Le pouvoir déterminant des productivités comparées du théorème ricardien peut prêter à confusion, mais il s'agit de tout autre chose. Dans les hypothèses de Ricardo (immobilité du capital), il est exact que, toutes autres choses étant égales (élasticités de la demande), le rapport des productivités détermine effectivement une différence des rémunérations des facteurs. Mais il ne s'agit pas là du rapport des productivi-

tés dans les articles échangés (productivités qui demeurent incommensurables) mais du rapport des rapports de la productivité des deux pays respectivement dans chacun des articles candidats à l'échange (rapports parfaitement commensurables). En d'autres termes, si le pays sous-développé exporte du pétrole et importe des voitures, il ne s'agit pas de comparer la productivité de la branche pétrole dans le pays sous-développé avec la productivité de la branche voitures dans le pays développé (comparaison impossible), mais de comparer la différence entre les productivités des deux pays dans le pétrole, avec la différence entre les productivités des deux pays dans les voitures, si les deux pays produisaient en isolement les deux articles à la fois. Il s'agit donc de comparer pour chaque pays son avantage sur l'autre pays dans l'article exporté avec son désavantage sur l'autre pays dans l'article importé.

Si nous faisons cette comparaison (la seule possible), nous constaterons que la supériorité des pays sous-développés dans leurs productions retardataires est généralement beaucoup plus grande que la supériorité (ou plutôt le manque d'infériorité) que vous cherchez à établir en calculant en termes absolus les productivités dans les branches modernisées de ces mêmes pays, sans compter que pour ce faire, vous êtes obligé de recourir à un artifice, celui de vouloir quantifier la productivité physique au moyen de la composition organique du capital qui n'est, dans le meilleur des cas, qu'un indice qualitatif.

Car enfin, (a) toutes les exportations des pays sous-développés ne proviennent pas d'entreprises aussi bien équipées que la United Fruit, l'Unilever ou l'Union Minière du Katanga, (b) même dans ces entreprises, la technicité et la composition organique du capital ne sont pas dans l'ensemble tellement supérieures à la technicité et à la composition organique du capital des entreprises des pays développés - l'une dans l'autre - qui exportent vers les pays sous-développés. Par contre, si nous considérons les productivités comparées,

les seules qui sont invoquées par les néo-classiques (auxquels il s'agit de répondre, les marxistes conséquents ne faisant de toute façon aucun cas des productivités - absolues ou comparées - en ce qui concerne la détermination de la valeur de la force de travail), nous constatons que, dans l'ensemble, l'avantage des pays- sous-développés dans l'article exporté est infiniment plus grand que leur désavantage dans l'article importé et ce n'est précisément pas dans les secteurs évolués où cette différence est la plus marquée. Aussi modernisé soit-il, le textile en Egypte ou aux Indes n'est pas, dans l'ensemble, très supérieur à celui des Etats-Unis ou de l'Europe. Dans le meilleur des cas, l'un vaut pratiquement l'autre. Par contre, aussi primitive soi-telle, la culture du café ou des bananes en Afrique nécessite considérablement moins de quantité de travail (et pas seulement de coût) que ce qu'auraient nécessité pareilles cultures en Europe ou en Amérique du Nord. Les salaires dans le Tiers-Monde se multiplieraient demain par vingt ou par trente, que les pays développés ne se mettraient pas pour autant à installer chez eux des serres pour produire du café ou du cacao, ni à élever des éléphants pour produire de l'ivoire. Ils continueraient à les acheter au Tiers-Monde. On ne peut pas en dire autant pour le textile ou pour certains minerais, par exemple.

C'est pourquoi je ne peux pas accepter la "productivité égale" comme condition restrictive, ainsi que vos formulations le laissant parfois entendre, notamment à la page 44 de l'Introduction et à la page 28 du premier chapitre. A ce deuxième endroit, vous écrivez : "... inégalité de l'échange dès lors que- (comme c'est le cas - à productivité égale le travail est rémunéré à un taux plus faible à la périphérie." En outre, ici il y a contradiction absolue avec ce que vous dites à la page 22 du même chapitre où vous qualifiez l'échange inégal à cause de la seule différence de productivité alors même que les salaires sont supposés égaux. Je reviendrai sur ce dernier point.

II

Vous dites que le transfert de valeur provenant de l'échange inégal est très lourd pour la périphérie, mais marginal pour le cen-

tre (p.45 de l'Introduction). Dans un sens de comptabilisation ponctuelle, vous avez peut-être raison, encore que je ne sois pas sûr que nous le calculons de la même façon. Cependant, l'écart des salaires n'a pas comme seul effet la détérioration des terms of trade. Il entraîne en outre : (a) une substitution de facteurs en sens inverse, les machines ayant tendance à remplacer la main-d'oeuvre cher dans le centre et la main-d'oeuvre bon marché de la périphérie ayant tendance à chasser les machines; (b) une orientation néfaste des investissements dans les branches les plus "légères" tant au point de vue de la composition organique du capital qu'à celle du travail, branches rendues plus rentables déjà, et toutes autres choses étant égales, par le seul écart des salaires; (c) un flux "pervers" des capitaux, qui désertent les marchés trop exigus - à cause des bas salaires - de la périphérie et se portent vers les marchés en expansion - à cause des hauts salaires - du centre ; (d) un drainage d'hommes vers le centre - ouvriers qualifiés et techniciens - à l'âge actif, donc, tous frais de formation à charge de la périphérie; (e) un effet cumulatif où chacun de ces facteurs rétroagit sur les autres.

Vous avez raison de constater une différence à cet égard entre mon livre et mon article. Dans le premier, le sujet était spécifique; l'échange inégal, donc, le seul mécanisme de transfert par les prix (c'est le mécanisme primaire dont découlent tous les autres); dans le second, le sujet était l'enrichissement global du centre au détriment de la périphérie. Je ne pense pas que cet enrichissement, compte tenu des effets de tous les facteurs ci-dessus et de leur interaction cumulative, soit marginal, ou alors, l'impérialisme économique est aussi marginal. Car, hormis le tribut direct, je ne vois pas d'autre moyen d'enrichissement d'un pays aux dépens d'un autre. En connaissez-vous?

III

Je suis d'accord avec vous que la bourgeoisie de la périphérie

n'est pas exploitée. (p.50 de l'Introd.). Comment le serait-elle? Si j'ai quelque part laissé entendre pareille chose, c'est une grave erreur.

Je crois que l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie "nationale" dans les pays de la périphérie est aussi irréductible qu'un antagonisme de classe peut l'être, Ce n'est pas le cas dans les pays du centre. Là, il y a à mon avis tendance manifeste à l'intégration nationale. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus de contradictions internes dans les nations riches. Il y en a et peuvent même revêtir parfois des formes d'une extrême violence (voir certaines luttes syndicales aux Etats-Unis), mais elles ne sont plus irréductibles. (J'appelle un antagonisme irréductible, lorsque la part des uns ne peut s'améliorer qu'en stricte proportion de la détérioration de la part des autres). Elles sont constamment transcendées par le pacte national.

Le terme "nations aristocratiques" (p.51 de l'Introd.) est littéraire, je vous l'accorde. Il est exact qu'il y a une bourgeoisie mondiale et un prolétariat mondial. Mais il y a aussi une aristocratie ouvrière mondiale. Ce n'est pas moi qui ai créé cette appellation. Elle a été "contrôlée" par Engels il y a un siècle, théorisée par Lénine et Boukharine il y a plus d'un demi-siècle. Rien dans cette théorie ne nous permet de poser des limites quantitatives à l'aristocratie ouvrière. Ses limites sont historiques et contingentes. Rien n'exclut que dans tel ou tel pays à telle ou telle époque, elle englobe la majorité ou même la totalité de la classe ouvrière de la nation. le concept de prolétariat mondial n'en sera pas altéré pour autant. Et nous n'avons pas le droit d'accepter la théorie de Lénine et Boukharine de l'aristocratie ouvrière pour la période où, n'intéressant que la minorité des classes ouvrières de certaines nations, elle ne nous gênait pas, et la rejeter, dès lors qu'il se trouve qu'à une autre période elle intéresse la majorité de ces classes et nous trouble terriblement. Mais je ne pense pas que nos vues divergent fondamentalement sur ce point.

IV

La thèse de Bortkiewicz n'est pas une correction mineure. Je l'ai cru moi-même pendant longtemps et je l'ai traitée comme telle dans mon ouvrage. J'ai changé d'avis depuis.

Ce serait une correction mineure si la formule de Bortkiewicz avait résolu le problème de la "transformation". Je suis maintenant convaincu qu'il n'en est rien. Je crois que la "transformation" des valeurs en prix de production est proprement impossible. Il ne s'agit pas de différence de calcul. Il s'agit de sauter d'un principe à l'autre, à savoir, de la détermination de la valeur d'échange par les quantités des facteurs ou du facteur à la détermination par les rémunérations des facteurs, Il s'agit d'un changement de contenu et non d'un changement de forme. Traiter ce passage comme un changement de forme, une "transformation", est une antinomie logique et pas plus les schémas de Marx que ceux de Bortkiewicz ne pouvaient y aboutir. Dans une économie marchande, ce ne sont que les rémunérations des facteurs qui comptent pour l'échange des marchandises et pour la répartition du travail social dans les différentes branches. Toute référence au support matériel d'une valeur absolue dont les prix de production ne seraient qu'un des avatars est aussi mythique qu'a été jadis l'éther des physiciens. Ce n'est pas sans raison que le chapitre des prix de production, écrit avant le deuxième livre et devant logiquement suivre et compléter le premier, (ou tout au moins le second, puisque normalement, il fallait construire les schémas de reproduction élargie et de réalisation du produit en prix de production et non en valeurs), fut relégué par Marx à un troisième livre, dont jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant une vingtaine d'années, il a caché l'existence à tout le monde, y compris Engels.

Cela est un sujet trop vaste pour être traité ici. Il faudra peut-être en discuter un jour à part. J'y reviens d'ailleurs plus loin.

V

Concernant ma controverse avec Bettelheim sur l'échange inégal

au sens large (taux de plus-value égaux, compositions organiques inégales), je ne comprends pas très bien vos développements. Vous commencez par dire que cet échange n'est pas inégal (p.21). Ensuite, à la page 22, vous dites qu'il est quand-même inégal et pour le démontrer, vous présentez un schéma très particulier où deux pays produisent et exportent (sans doute à des pays tiers) le même article dans des conditions d'inégale productivité, On ne voit d'abord pas où est l'échange, ensuite vous aboutissez vous-même à la conclusion que dans ces conditions les taux de plus-value ne peuvent pas être égaux et vous réécrivez alors votre schéma dans ce sens. Alors comment pouvez-vous garder votre affirmation première que malgré des taux de plus-value égaux, l'échange est inégal?

VI

Tout à fait d'accord avec vous que ce ne sont pas les forces du marché qui rendent compte du salaire de subsistance, dans les pays de la périphérie.(p.29). Je pense même que nulle part le marché du travail n'a jamais fonctionné vraiment, mais, évidemment, encore moins dans les pays sous-développés. En règle générale, je crois que le salaire est déterminé beaucoup plus par le rapport des forces sociales que par le jeu de l'offre et de la demande.

VII

Concernant ce que vous dites au sujet des échanges et de la division internationale du travail dans le camp socialiste (pp. 29-30), je suis d'accord avec vous, que, les choses étant qu'elles sont, la Roumanie a raison de ne pas accepter les spécialisations que ses partenaires lui allouent. Mais cette position, qui va à l'encontre de l'optimum général du camp socialiste, est due, non seulement et non principalement au développement inégal, mais à l'existence dans le socialisme d'Etats séparés et indépendants. Pourquoi la Roumanie n'accepte pas de^{se} spécialiser, par exemple, dans le pétrole? Essentiellement, parce que le pétrole, étant le produit d'exportation des pays sous-développés et à bas salaires, est défavorisé dans l'échange in-

ternational. A première vue, on pourrait objecter que si ce n'était que cela, les autres pays socialistes pourraient lui offrir des compensations, éventuellement sous forme de prix préférentiels. Cette réponse ne serait pas fondée. Parce que ces compensations ne pourraient être établies que par des traités d'Etat à Etat, et de tels traités n'offrent pas une garantie suffisante pour l'avenir. Or, de telles options orientent l'économie d'un pays d'une manière irréversible et pour plusieurs décades à venir, Seule une intégration, une fusion organique dans l'ensemble peut constituer une garantie suffisante. Un développement inégal existait aussi entre les différentes régions de l'empire tsariste. Cela n'a pas été une raison suffisante pour que le Kazakhstan ou l'Ouzbekistan réclament leurs propres hauts fourneaux, leurs propres industries métallurgiques, chimiques etc. Et c'eût été absurde pour l'Union soviétique de répartir également et proportionnellement son industrie lourde ou son industrie tout court à travers tout le territoire. Quel intérêt peuvent-elles avoir les régions, jadis périphériques, de demander une pareille dispersion, dès lors que dans le sein de la Fédération, le produit économique est distribué par une gestion et une législation uniques? Pourquoi donc, la Bulgarie ou la Roumanie ne peuvent accepter les spécialisations qu'acceptent volontiers le Kazakhstan ou l'Ouzbekistan? Tout simplement parce que les premières ne sont pas comme les seconds des Républiques soviétiques, mais sont des Républiques à part.

On oublie trop souvent que c'est là une situation tout-à-fait inédite au point de vue du marxisme révolutionnaire. Quand on parlait de socialisme dans plusieurs pays, personne n'avait jamais imaginé l'existence de plusieurs socialisme-dans-un-seul-pays. Staline lui-même, ne concevait (tout au moins avant la dernière guerre) le socialisme dans un seul pays que pour le premier pays socialiste et en attendant que la révolution se fasse dans d'autres pays.

Néanmoins, si l'on considère la nation comme une ~~réelle~~ réalité contraignante que le socialisme lui-même ne pourra dépasser et

pendant plusieurs générations, je suis d'accord avec vous que le seul moyen d'unifier le monde est d'égaliser d'abord les niveaux nationaux par des développements auto-centrés. Mais il ne vous échappe certainement pas que ces "développements auto-centrés"; se feront au détriment de l'optimum mondial et ne pourront pas se faire sans frictions. Cela montre une fois de plus que le fait national, que les marxistes avaient gravement sous-estimé, constitue une source de contradictions dans le monde que la lutte des classes ne résout pas automatiquement.

VIII

A la page 51 vous dites que le monopole rend possible le phénomène de l'aristocratie ouvrière. Je ne sais pas ce que vous entendez exactement par là. A la page 85, vous revenez me semble-t-il sur ce sujet en parlant de "mécanismes qui permettent au capitalisme des monopoles d'assurer au centre une croissance continue des salaires".

Si vous voulez dire, que non seulement, les surprofits extérieurs permettent aux monopoles d'assurer cette croissance, mais que les monopoles, en tant que tels, réagissent d'une manière plus réaliste et plus positive que le capitalisme concurrentiel aux revendications ouvrières, il me semble que cela est effectivement exact. Au dix-neuvième siècle, un grand nombre de grèves se terminaient par une défaite totale des ouvriers; en général, les grèves duraient longtemps et les ouvriers n'obtenaient pratiquement rien sans grève. Aujourd'hui, rares sont les grèves où les ouvriers n'ont rien obtenu, et très souvent les syndicats obtiennent beaucoup par la seule négociation et sans grève. Il me semble certain que la grande firme contemporaine oppose moins de résistance aux revendications syndicales. Contrôlant une grande partie de son marché, elle est plus ou moins maîtresse de ses prix et moins sensible à l'alourdissement des coûts provoqué par l'augmentation des salaires. Par ses liaisons avec d'autres grandes firmes dans les autres branches, elle sait que les revenus additionnels qu'elle distribue à la suite d'une augmentation des salaires élargissent son propre marché, le sien propre ou celui de sociétés-sœurs, et en fin de compte

de compte lui font retour. Se sentant beaucoup plus intégrée que la petite firme individuelle dans l'espace de l'économie nationale, elle possède d'emblée une rationalité et des motivations micro-économiques. D'autre part, elle est moins sujette que le patron d'antan à un bellicisme impulsif, passionné et irrationnel. Elle calcule froidement et recherche la paix sociale dont elle se sent plus ou moins responsable. Elle se sait scrutée par l'opinion publique et est soucieuse de renom.

IX

Aux pages 69 et suivantes, vous parlez d'"exportation du capital" alors que vos chiffres se réfèrent aux avoirs que certains pays ont accumulé à l'étranger à différentes époques. Tout en établissant la progression de ces avoirs, ces mêmes chiffres démontrent que, tout au moins dans la période 1880-1913, il y a eu non pas exportation nette de capitaux, mais au contraire, importation nette. Si nous prenons l'exemple de l'Angleterre, nous constatons qu'à 5% de rendement - ce qui est assez modeste - les 1.300 millions de Livres de 1880 deviennent en 1913 \pm 6.500 millions de Livres. Les avoirs de l'Angleterre en 1913 n'étant que 3.763 millions, le rapatriement de fonds en Angleterre pendant cette période, a dépassé les sorties de quelques 2.800 millions, ce qui est d'ailleurs corroboré par le fait que la balance commerciale de l'Angleterre était déficitaire pendant toute cette période. (Le même calcul pour la période précédente, 1854-1880 montre que s'il y a jamais eu sortie nette de capitaux de l'Angleterre, c'est avant 1880 pas après). D'ailleurs, aux pages 84-85, vous admettez que l'"exportation du capital engendre un flux de retour qui tend à l'emporter sur elle."

X

J'ai beaucoup aimé votre deuxième chapitre: "Les formations du capitalisme périphérique". Vos développements m'ont aidé à

approfondir des questions que je n'avais fait qu'effleurer auparavant. Il est possible qu'en les approfondissant, je diverge quelque peu de vos conclusions sur certains points de détail. Mais je crois que je suis pleinement d'accord avec vous sur l'essentiel. D'abord, bien entendu, sur le fait que le mode de production féodal ne découle pas naturellement de la désagrégation du mode de production esclavagiste (P;10). (Vous dites qu'une "version simpliste du marxisme l'avait affirmé." Etes-vous bien sûr que ce n'est qu'une "version"? Que les grands classiques du marxisme ne faisaient pas cette erreur?) Ensuite, sur le fait que la différence essentielle entre la communauté tributaire ("asiatique") et le féodalisme, consiste en ceci, que dans le premier cas l'exploité c'est la communauté primitive elle-même, propriétaire collectif du sol, alors que dans le second, c'est le paysan individuel. (p.11). J'ajouterais que la communauté primitive, tributaire ou non, n'est pas seulement le "propriétaire" collectif, mais aussi l'exploitant collectif du sol, ce qui fait qu'elle se trouve aux antipodes des rapports marchands, alors que sous le féodalisme, les rapports marchands existent déjà, non seulement dans la frange des artisans affranchis, juifs, etc..., peuplant les agglomérations urbaines, mais aussi entre les paysans asservis ^{et} entre ceux-ci d'une part, et la ville, d'autre part.

Je suis également tout-à-fait d'accord avec vous que ce qui constitue le présupposé de l'éclosion des rapports capitalistes, c'est la "prolétarianisation" des paysans, c'est-à-dire, leur séparation d'avec la terre? Mais, comme vous le dites, cette séparation est beaucoup plus difficile dans le cas de la communauté tributaire où le lien de l'homme avec la terre est fondé sur les structures mêmes de la communauté à laquelle il appartient, que dans le cas du féodalisme, où ces liens sont fondés sur une contrainte extérieure, notamment le servage. Pour passer du féodalisme au capitalisme, il suffit, si toutes les autres conditions sont réunies, de (1°) abolir le servage, ce qui, non seulement, ne rencontre pas de résistance de la part des paysans, mais c'est l'acte même de leur libération, (2°) transformer la propriété "éminente" du seigneur sur les "communs" en propriété

"banale". Ce deuxième acte rencontre naturellement des résistances très vives de la part des paysans, mais c'est un acte de violence unique dans son essence, qui est, tout compte fait, plus facile, me semble-t-il, que l'éclatement d'une véritable communauté primitive. D'autre part, déjà l'abolition du servage, dans laquelle les paysans sont parti² prenants^e, et sans les "enclosures", libère du sol et par conséquent prolétarise un certain nombre de paysans, sans parler des évasions qui produisaient des prolétaires déjà avant l'abolition.

J'aurais souhaité que vous eussiez insisté davantage sur les structures de la communauté primitive et sur l'aspect coriace de ces structures. Je crois que c'est un truc inassimilable pour un esprit européen conditionné par une tradition et un stavisisme mercantiles millénaires, même si au niveau de l'appréhension cérébrale, les marxistes admettent son existence "lointaine". J'ai eu personnellement la chance d'une expérience vécue de l'homme communautaire dans les "centres coutumiers" du Congo, où, malgré la corrosion et les ravages subis par les agressions extérieures depuis les esclavagistes jusqu'aux colonialistes modernes, cet homme refusait obstinément à se vendre, à se prolétarianiser, et n'a été en fait mercantilisé qu'en surface.

Comme je l'ai dit à la réunion chez Anthropos, je me demande si du point de vue marco-historique, il n'y a finalement que deux formations sociales majeures, la société communautaire et la société marchande-capitaliste. Ce sont deux formations dont on peut créer le concept, malgré les impuretés historiques qui les accompagnent. Tout ce qui intervient entre les deux, dans un sens comme dans l'autre, ne serait que des systèmes de transition passablement insaisissables et variant à l'infini, qui semblent appartenir à la micro-histoire et qui se succèdent et se chevauchent selon les contingences du réel. Au plus des mutations, nous avons dans le passage de l'une à l'autre de ces deux formations majeures, le véritable saut qualitatif, au regard duquel toutes les autres "révolutions" de l'esclavagisme à la féodalité ou l'inverse, les soulèvements "bourgeois" et même les passages

du capitalisme traditionnel aux régimes de "transition socialiste", capitalisme d'Etat, socialisme d'Etat etc., paraissent bien dérisoires et, qui plus est, échappent jusqu'à présent à toute définition claire.

IX

Tout à fait d'accord avec votre réfutation de la "loi démographique" propre aux pays sous-développés. (p.31) Comme vous le dites très bien, ce n'est pas la loi démographique qui engendre le chômage déguisé ou non dans les pays sous-développés, mais l'impact des rapports commerciaux avec les pays plus avancés, dont une des conséquences les plus caractéristiques est l'élimination des artisans par l'afflux de produits industriels étrangers. Naturellement, un néo-classique vous dirait que cette élimination ne peut avoir lieu que si ces produits étrangers sont moins chers que les produits artisanaux locaux; que dans ce cas, la quantité de produits agricoles donnée en échange est moindre qu'avant; que cela enrichit la société. Mais vous donnez la réponse à la page 37: Comme le niveau de consommation ne s'élève pas et qu'il n'y a pas d'accumulation, cet "enrichissement" théorique se traduit en fait par une baisse de la quantité globale du travail productif, les artisans productifs étant rejetés vers les occupations improductives dans un secteur tertiaire parasitaire.

Mais je ne peux pas vous suivre lorsque vous déclarez que l'étroitesse du marché intérieur n'est pour rien dans ce "blocage". Voyons: Le surplus agricole peut payer maintenant plus de produits industriels qu'il n'en pouvait payer de produits artisanaux auparavant. Donc à consommation sociale globale égale, on dispose maintenant d'un surplus utilisable pour importer quelques équipements et implanter ainsi, pour commencer, quelques industries de bien finaux. Ce surplus prend nécessairement la forme d'un capital marchand, puisque c'est dans l'échange, produits agricoles - produits industriels, qu'il est capté. Quelle que soit la nationalité de ses détenteurs, ce capital est réalisé dans le pays, toutes autres choses étant égales, a, a priori,

vocation d'y rester. D'autre part, la prolétarianisation des artisans peut fournir la main-d'oeuvre nécessaire. Nous avons donc là toutes les conditions objectives propices au capitalisme naissant, telles que vous les avez décrites vous-même dans le capitalisme européen. Le fait que l'industrie étrangère préexiste et possède déjà un avantage, ne doit pas constituer un obstacle insurmontable, comme il n'en a pas constitué un en France et en Allemagne à l'égard de l'industriel anglaise préexistente. S'il ne s'agit pas d'un facteur naturel exclusif, cet avantage - déjà partiellement compensé par les frais de transport et par la différence des salaires - peut être compensé pour le reste par la protection douanière de l'"infant industry", ainsi que cela s'est passé dans tous les pays. Que des bourgeoisies locales déjà orientées vers les activités de l'import-export peuvent s'opposer énergiquement contre l'adoption d'une telle politique douanière, je le conçois aisément. Mais, (1°) vous auriez dû le dire - votre propre point de vue y gagnerait -, (2°) cela ne peut constituer le cas général; ces bourgeoisies ne peuvent pas matériellement être toujours et partout victorieuses. Si les branches à implanter étaient réellement rentables du point de vue de la recherche autochtones ou étrangers, des dissidents, des outsiders, des non-engagés, qui auraient exercé la pression politique nécessaire pour l'adoption d'une politique économique auto-centrée, dès lors que, dans les conditions objectives supposées, il n'en faut pas beaucoup en fait de protection pour que telle ou telle branche particulièrement rentable en soit, puisse traverser la période de ses difficultés infantiles. C'est de cette manière que tous les pays ont fait leurs premiers pas dans l'industrialisation, et c'est ce qui s'est exactement passé dans le Tiers Monde et surtout en Afrique avec le textile. S'il y avait quelque chose qui heurtait de front les intérêts du capital marchand européen dans les colonies africaines, c'était bien l'installation d'industriels textiles, puisque les tissus constituaient une grande partie (dans certaines colonies dépassant 40%) des importations. Mais l'industrie textile a passé.

Beaucoup de ces usines textiles furent l'oeuvre d'outsiders. Au Congo Belge, sauf Utextléo et Filtisaf, le textile fut implanté par des capitalistes juifs de Rhodes; en Uganda, au Kenya, en Tanzanie par des Pakistanais etc.

Je crois donc que si on ne doit pas sous-estimer d'autres facteurs de blocage - ce dont je me suis peut-être rendu coupable - il ne faut pas nier non plus que la recherche du profit finit par l'emporter et que la détermination qui surnage finalement est celle de la rentabilité. Or, la rentabilité elle-même, se détermine en premier lieu par l'importance du marché. J'ai assez souvent été mené personnellement dans différents projets d'installation industrielles en Afrique pour savoir par expérience que dans toute étude de ce genre, le premier point auquel les financiers s'accrochaient avant toute autre chose, c'était l'importance des débouchés. Je note qu'à la page 305 vous reconnaissez vous-même que "l'exiguïté des marchés" est avec le pacte colonial "à l'origine de ce retard" (d'industrialisation).

Vous allez, je crois, sur ce point, trop loin, en partant cependant d'un fondement juste, à savoir, que le sous-emploi des facteurs est dans la périphérie d'une tout autre nature que dans le centre et que par conséquent, toute application dans la périphérie des théories et techniques d'incitation de la consommation du type multiplicateur keynésien est aberrante. (p.158). Cela est absolument exact, mais cela n'a rien à voir avec notre problème, qui est non pas la liaison conjoncturelle et dynamique de la courbe de la consommation avec celle de l'investissement, mais ces débouchés préalables, dont vous niez la possibilité même d'existence, parce que "le volume de l'ensemble des débouchés de la production ne peut, à un moment donné, être plus grand que le volume de la production elle-même". Permettez-moi de considérer ce passage (p.70) comme un simple lapsus, car vous oubliez tout simplement les importations. Il ne s'agit pas de satisfaire un pouvoir d'achat qui serait en excédent sur la valeur de la production, mais de fabriquer sur place ce qui est importé, et, soit modifier la composition des importations (plus d'équipements et moins de produits finis), soit diminuer d'une somme cores-

pondante les exportations, soit les deux.

Mais, tout en maintenant la détermination décisive de la recherche du profit et de la rentabilité, il est certain que de mon côté, j'ai trop privilégié un de leurs éléments constitutifs, notamment les dimensions du marché. La lecture de votre ouvrage m'a fait voir cette erreur. Il n'y a pas que les conditions du marché qui jouent, il y a aussi : (a) à l'intérieur même de la branche implantée, le choix des techniques possibles - plus lourdes plus légères - en fonction, non de la rareté relative des facteurs selon le théorème Heckser-Ohlin, mais de la rémunération pré-établie des facteurs dans le pays considéré, (b) le choix de la branche elle-même, selon les compositions organiques du capital et du travail qu'elle est capable de contenir, toujours en fonction de la rémunération existante des facteurs. Vous acceptez vous-même l'essentiel de cette analyse aux pages 183 et suivantes.

Si le textile a été la première industrie implantée sur grande échelle dans le Tiers-Monde, c'est que sa rentabilité différentielle participait des trois considérations énumérées: 1) Marché intérieur suffisant, compte tenu du fait que dans les conditions de pauvreté, deux ou trois articles de base, tissu écru, drill khaki, constituant à eux seuls la plus grande partie de la consommation locale, étaient suffisamment uniformes pour permettre à une unité relativement modeste de production de s'y consacrer exclusivement dans le plus petit pays, 2) composition organique du capital assez basse pour que les bas salaires aient une incidence importante sur le coût 3) composition organique du travail également assez basse pour permettre de tirer profit des bas salaires qui concernent surtout les basses qualifications. Donc, en dernière analyse, ce sont les bas salaires qui ont conditionné le "rejet" du textile du centre à la périphérie.

Mais il n'y a pas que le textile. D'autres industries légères, régies plus ou moins par les mêmes conditions de rentabilité, y furent installées, ce qui a amené ce taux d'industrialisation

remarquable que vous constatez pour la période d'avant 1950. (p.50). Ces branches épuisées, le marché intérieur de consommation finale étant stagnant et peu varié à cause des bas salaires, et les industries produisant les moyens de production étant trop "lourdes" tant en capital qu'en travail de haute qualification pour tirer parti des bas salaires qui ne concernent que le travail simple et moyen, cette "vague" d'industrialisation s'apaise et comme vous le constatez (p.51), nous assistons depuis 1950 à un nouveau blocage qui n'est, à mon avis, qu'une saturation de certaines possibilités offertes par les lois économiques de la rentabilité.

XII

Je note en passant et avec plaisir une phrase de la page 121 où vous affirmez que le taux de plus-value mesure le rapport de force entre les ouvriers et les capitalistes. C'est ma conviction la plus intime.

XIII

Je suis aussi entièrement d'accord avec vos développements des pages 124 et suivantes, où vous constatez, comme je l'ai fait moi-même, d'une part que l'intérêt social global commande la prise en compte non seulement du travail socialement nécessaire, mais aussi du facteur "temps" et des autres ressources naturelles, en un mot, de tous les facteurs de production de valeurs d'usage, d'autre part, que dans une société intégrée, la maximisation du produit se fera en fonction des quantités de ces facteurs requises à chaque production, alors que dans une société concurrentielle, le choix des investissements se fait en fonction des rémunérations des facteurs, ce qui, de toute évidence, ne peut conduire à l'optimum social.

Dans ce contexte, je vous demande de réfléchir sur le fameux problème de la transformation des valeurs en prix de production, dont on a discuté lors de la réunion chez Anthropos. A mon sens, il s'agit là d'un problème impossible, puisqu'il contient un saut entre deux principes antinomiques, les

quantités des facteurs (ou plutôt la quantité du facteur unique), d'une part, les rémunérations des deux facteurs d'autre part. Il s'agit aussi d'un faux problème puisque cette "transformation" prétend rendre compte du fonctionnement du système capitaliste alors que dans ce système, les quantités physiques du ou des facteurs ne peuvent jouer aucun rôle déterminant, l'élément déterminant étant, non pas le coût social, mais le coût de l'unité de production, que cette unité soit le producteur (marchand indépendant ou le capitaliste-employeur. Vous avez soutenu chez Anthropos que la solution formelle (mathématique) du problème est possible. J'aimerais bien que vous me la donniez sur un exemple numérique, notamment celui de Bortkiewicz :

	VALEURS			
	c	v	pl	V
I	225	90	60	375
II	100	120	80	300
III	50	90	60	200
	375	300	200	875

Transformation en prix de production selon Marx :

	c	v	Profit	Prix de production
I	225	90	93 9/27	408 9/27
II	100	120	65 5/27	285 5/27
III	50	90	41 13/27	181 13/27
	375	300	200	875

Cette solution est inacceptable parce qu'elle exclut de la "transformation" les capitaux constant et ~~variable~~ variable. Or, le calcul du taux moyen de profit se fait sur la base des compositions organiques, non pas en tant que rapports d'heures de travail, mais en tant que rapports de prix, Les deux rapports ne sont pas égaux.

Transformation en prix de production selon Bortkiewicz :

	c	v	Profit	Prix de production
I	288	96	96	480
II	128	128	64	320
III	64	96	40	200
	480	320	200	1.000

Mais cette solution est également inacceptable, parce que
 (a) le total des valeurs (875) n'est pas égal au total des

prix de production (1.000). Cela ne ferait rien si l'unité de prix n'était pas considérée comme identique à l'unité de la valeur, (Bortkiewicz déclare qu'elle l'est), s'il y avait un simple changement d'échelle, de sorte que l'unité de prix soit $\frac{875}{1000}$ unités de valeur, c'est-à-dire, si les rapports fondamentaux qui doivent être conservés à travers la transformation étaient conservés. Or, ils ne le sont pas. Ainsi : (b) La composition organique globale du capital social qui était $\frac{375}{300}$ devient $\frac{480}{320}$, et (c) ce qui est beaucoup plus grave, le taux d'exploitation, selon lequel capitalistes et ouvriers se partagent la "valeur ajoutée" n'est plus la même. Il était posé $\frac{20}{30}$, c'est-à-dire, vingt parts pour les capitalistes contre trente pour les ouvriers. Il est devenu $\frac{20}{32}$, c'est-à-dire vingt parts pour les capitalistes contre 32 pour les ouvriers, alors que la "transformation" des valeurs en prix de production n'a per se aucune influence sur le taux k selon lequel capitalistes et ouvriers se partagent un pouvoir d'achat indifférencié. Le taux d'exploitation a été diminué par la "transformation", ce qui est absurde.

Pourriez-vous appliquer votre propre solution sur l'exemple numérique en question et satisfaire à l'exigence de transformation simultanée de $c, v,$ et V , tout en respectant les contraintes que Bortkiewicz n'a pas respectées? Car si vous ne respectez pas ces contraintes votre solution pourra être "juste" du point de vue mathématique pur, mais ce ne sera pas une "transformation", c'est-à-dire, le maintien du contenu, de la substance, de la chose avec modification de sa forme. Ce sera l'abandon complet de cette substance, c'est-à-dire, de la quantité matérielle, chronométrique du travail, dont on ne trouvera plus aucune trace. Ce sera le calcul direct des prix d'équilibre sur la base des rapports des rémunérations des facteurs, tels qu'ils sont "déductibles" des chiffres absolus du premier schéma, mais qui pouvaient tout aussi bien être donnés en tant que tels, c'est-à-dire, en termes relatifs, par exemple $c/v = x$, $v/pl = z$, les valeurs absolues ou à part de c , de v et de pl étant indifférentes. C'est ce qu'a fait en réalité Bortkiewicz et sa solu-

tion n'est pas non plus erronée mathématiquement parlant, mais dans cette "solution", la valeur-travail devient un concept superfluo et on ne peut plus parler de "transformation". Je crois qu'il y a là le type même de l'impasse logique et je ne m'explique pas autrement le fait que depuis que cette discussion dure, on trouve difficilement deux marxistes qui s'entendent à ce sujet.

XIV

A la page 282 vous dites qu'il y a des pays sous-développés même parmi ceux qui ont un revenu annuel par tête supérieur à 1.000 ou 2.000 dollars! Je ne comprends pas votre affirmation. Quels sont ces pays?

XV

Je souscris entièrement à votre analyse concernant la formation des bourgeoisies nationales (pp.294-295 et 302-304).
Un détail : Parmi les facteurs de formation de la nouvelle bourgeoisie commerçante au Congo-Kinshasa, il en manque un : L'enrichissement des fonctionnaires, administratifs et politiques, par la corruption, sur une échelle sans précédent ni parallèle,

XVI

Entièrement d'accord aussi sur l'explication que vous donnez du capitalisme ~~à l'Etat~~ d'Etat africain. (pp 311 & 330). La classe (ou couche) dominante n'étant pas une véritable bourgeoisie nationale mais une bureaucratie de l'appareil de l'Etat, elle ne peut s'emparer des moyens de production qu'en les nationalisant (les étatisant). Faute de moyens financiers, et de position dans les rapports de production lui permettant de s'emparer de la propriété privée des moyens de production, elle s'empare de la gestion de ces moyens avec tous les pouvoirs capitalistes que cela comporte. Mais vous rejetez toute analogie avec le capitalisme d'Etat des pays de l'Est et du nazisme. En êtes-vous bien sûr? Ne pensez-vous pas qu'au fond dans les deux cas, la bureaucratie profite d'un vide, que la bourgeoisie nationale

soit inexistante historiquement, comme dans le cas de l'Afrique, ou qu'elle soit neutralisée, comme dans le cas du nazisme, ou qu'elle soit expropriée, mais sans que les moyens de production soient vraiment socialisés, comme dans le cas des pays de l'Est?